

CIRPES - Centre
Interdisciplinaire de
Recherches sur la Paix et
d'Etudes Stratégiques

-- Le Débat stratégique - Débat stratégique n°176; 100 Décembre 2008 --

Débat stratégique
n°176; 100
Décembre 2008

**Espace de défense et de
sécurité, l'âge de raison
?**

Renaud Bellais

Renaud Bellais
samedi 3 janvier 2009

Depuis les années 1980, les moyens spatiaux au service de la défense et de la sécurité ont connu une profonde transformation en raison de rapides évolutions technologiques mais, étonnamment, leur mode d'acquisition reste par certains aspects assez semblable à ce qu'il était il y a vingt-cinq ans.

De fait, les technologies spatiales ont profondément évolué, décuplant les possibilités en termes de puissance des outils ou de multiplication des applications. Les avancées technologiques ont accompagné, voire suscité une évolution des besoins et des approches opérationnelles. Cependant la manière dont les forces armées accèdent aux moyens spatiaux reste somme toute assez proche des années 1980, avec une prédominance en Europe d'une approche essentiellement nationale dans l'acquisition des satellites. C'est certainement dans ce constat que tiennent les enjeux à venir pour le domaine spatial de défense en Europe, tant pour les États-clients que pour la pérennité d'une base technologique et industrielle autonome dans le spatial. Si le besoin de renforcer l'investissement dans ce domaine est reconnu et souvent affirmé, l'effort est-il à la hauteur de l'enjeu ? Est-il réellement optimisé au niveau de l'Union européenne ?

TROIS DÉCENNIES DE MONTÉE EN PUISSANCE DE L'ESPACE

Les moyens spatiaux ont une place de plus en plus centrale dans l'architecture de défense. Il suffit de lire le Livre Blanc sur la défense et la sécurité nationale de juin 2008 pour constater que l'espace est aujourd'hui devenu indispensable tant pour observer (satellites optique, radar, ROEM) que pour assurer les communications militaires. Le domaine Connaissance et Anticipation connaît depuis quelques années une autonomisation dans les doctrines pour devenir une fonction stratégique en soi, au cœur de laquelle se trouve l'espace.

Certains comme Michèle Alliot-Marie n'hésitent pas à dire qu'au 21^{ème} siècle l'espace sera la dimension stratégique majeure pour les armées, à l'image de ce que la dissuasion a pu être au cours de la guerre froide. Pour quelles raisons ? L'espace apporte une composante essentielle à la connaissance et à l'anticipation par des moyens apportant une couverture mondiale, une permanence des moyens, une utilisation flexible et une indépendance de manœuvre liée au caractère extraterritorial de l'espace exo- atmosphérique tout en constituant une composante cruciale de la guerre en réseau. Ces moyens constituent une capacité de souveraineté qui n'est pas accessible à tous.

Le Livre Blanc ne fait que prendre en considération les progrès majeurs réalisés par les moyens spatiaux ; il montre que l'espace a atteint un certain degré de maturité non seulement dans les moyens, mais aussi dans les doctrines qui permettent d'en tirer tout le potentiel. Certaines applications aujourd'hui disponibles n'auraient pas été envisageables naguère, tant dans l'accroissement exponentiel des capacités disponibles que dans la disponibilité de fonctionnalités apportées par les satellites et les systèmes associés.

DES ACQUIS NÉANMOINS FRAGILES

Il n'en reste pas moins que l'espace de défense et de sécurité est aujourd'hui à la croisée des chemins. La difficulté est que non seulement les investissements ne sont pas toujours au rendez-vous, mais aussi que la dimension spatiale de l'Europe de la défense est encore

embryonnaire. Comment préserver alors et renforcer l'autonomie de l'Europe dans le spatial ?

L'effort spatial des pays européens reste en-deçà de ce qui est communément reconnu comme nécessaire. L'Europe dépense aujourd'hui à peine le vingtième de ce que le Pentagone investit, soit moins d'un milliard d'euros par an. Qui plus est, cet effort est éparpillé avec peu de synergies. Ici plus encore que dans d'autres domaines, la mutualisation des efforts reste un vœu pieu.

Paradoxalement, les années 1980 avaient laissé espérer une convergence entre pays européens. Le programme d'observation Hélios 1, lancée en 1987, regroupait la France (pour 79%), l'Italie (14%) et l'Espagne (7%). Cependant les années 1990 ont marqué un retour en arrière, avec l'échec de projets en coopération comme Trimilcom dans les communications satellitaires ou Horus dans l'observation.

Les programmes Hélios 2, SAR Lupe, Cosmo-SkyMed, SEOSAR, SEOSAT... ont marqué le retour à une logique plus nationale qu'européenne - bien qu'Hélios 2 associe la Belgique, l'Espagne, l'Italie et la Grèce, chaque pays participant à hauteur de 2,5%.

Toutefois, la poursuite d'une telle approche nationale ne paraît pas possible à moyen terme, car le coût d'un programme majeur dépasse de manière croissante les capacités financières d'un seul État. C'est la raison pour laquelle la mutualisation des efforts et des moyens (existants ou en projet) représente un enjeu plus crucial que jamais. Programmes purement nationaux difficilement financés ou à capacités restreintes, coopération improbable... Les moyens spatiaux de défense sont-ils en péril ?

UN NÉCESSAIRE CHANGEMENT D'APPROCHE ?

La période actuelle appelle un changement d'approche combinant des logiques de souveraineté nationale et une mutualisation des efforts. Si SAR Lupe est un programme allemand et Cosmo-SkyMed un programme italien, la logique de coopération européenne s'est néanmoins poursuivie par des échanges de données - notamment avec l'accès du Centre satellitaire de l'Union Européenne de Torrejón à l'imagerie Hélios 1.

Alors que les pays partenaires ont un temps envisagé de lancer un méta-programme pour MUSIS , la logique in fine retenue de fédération de moyens nationaux approfondit les mécanismes de mutualisation existants. Pourquoi chercher à mettre en place un système unique au niveau européen, complexe (car couvrant la gamme des capteurs) quand le besoin réel est simplement d'accéder aux données ? La solution fédérative favorise par ailleurs l'efficacité économique et industrielle :

- ▶ chaque pays apporte une brique à un système commun dans la continuité de ses capacités, puisque les segments spatiaux sont nationaux ;
- ▶ une coordination des efforts est recherchée par la définition d'une architecture commune ex ante autour d'un segment sol européen ;
- ▶ la spécialisation des nations (optique pour la France, radar pour l'Allemagne,...) doit permettre d'éviter des duplications tout en tirant avantage d'une division du travail permettant spécialisation et économies d'échelle ; les accords d'échange de données devraient donner aux nations un accès aux moyens dont elles ne disposent pas elles-mêmes en propre, dans une logique d'interdépendance

des pays partenaires.

Le nouveau modèle retenu pour MUSIS est donc porteur d'espérances pour transformer la manière dont les pays européens abordent leurs coopérations capacitaires dans le spatial. C'est certainement aujourd'hui la voie la plus efficace pour optimiser les efforts à court terme, mais la poursuite de la construction de l'Europe de la défense - autour de l'Agence Européenne de Défense, du Centre satellitaire de Tórrejon, de l'OCCAr,... - reste nécessaire à moyen terme pour consolider les capacités spatiales et répondre aux besoins des forces armées.

Au-delà du "comment", la question cruciale est "pour quoi faire ?". Que fait aujourd'hui l'Union de son centre de Tórrejon ? Que fera-t-elle d'un MUSIS (quel qu'il soit), tant que les États ne convergeront pas vers une véritable PESD dotée d'une puissante et autonome capacité de renseignement ? C'est en répondant simultanément aux questions des finalités et des moyens que l'Europe sera à même de jouer son rôle dans le concert des nations - mais les jeux sont loin d'être faits.